



Depuis trois ans, depuis les événements de mai 68, il y a quelque chose qui ne va pas dans la manière dont les courants révolutionnaires français manifestent leur solidarité avec les peuples d'Indochine. Avant 1968, à l'époque du C.V.N. et des C.V.B., ils étaient à la pointe de l'initiative et parvenaient à imposer une ligne politique correcte de soutien au peuple vietnamien jusqu'à la victoire. Après 1968, de nombreux militants dont la lutte sur le Vietnam était jusqu'alors l'activité principale, se sont trouvés engagés prioritairement dans d'autres domaines. Certains aussi n'ont pas compris que la conférence de Paris, loin d'être une négociation traditionnelle, était le prolongement politique de l'affrontement militaire et ne devait entraîner, en aucune façon, bien au contraire, le relâchement de la solidarité.

C'est dans ces conditions que le Mouvement de la Paix, et à travers lui le P.C.F. et la C.G.T., ont repris l'initiative et organisé des manifestations, certes importantes, mais sur une base politique souvent confuse, auxquelles nous nous sommes alors associés faute de mieux.

Le sectarisme du parti communiste et les exclusives jetées par lui contre une partie du courant révolutionnaire, en rendant impossible notre participation au même « cartel », ont aussi renforcé l'obligation d'une présence autonome significative, non seulement du P.S.U., mais de toutes les forces d'extrême-gauche. Des discussions étaient en cours, à ce sujet, entre les diverses tendances. La création du « Front Soli-

darité Indochine » (F.S.I.) est l'aboutissement de ces discussions.

Nous avons confronté des conceptions, à l'origine assez différentes, sur la nature et les formes d'organisation du mouvement de soutien à la révolution indochinoise. Nous sommes finalement tombés d'accord sur une organisation permanente mais souple, tenant compte de la diversité de ses composantes (P.S.U., Secours rouge, Ligue communiste, A.M.R., Révolution, Gauche prolétarienne, V.L.R., etc.).

Le « front » n'est pas un cartel. Son comité d'initiative est constitué pour l'instant de « personnalités », mais il s'agit de camarades représentant et engageant les mouvements auxquels ils appartiennent.

La ligne politique du « front » est claire. Il s'agit d'apporter notre soutien matériel et politique, pour la victoire des peuples d'Indochine, à la République démocratique du Vietnam, au F.N.L et au G.R.P. du Sud-Vietnam, au Front uni national du Kampuchea et au gouvernement royal du Cambodge, ainsi qu'au Front patriotique lao, c'est-à-dire aux forces responsables de la lutte. Nous ne voulons être ni des pleureuses pacifistes ni des donneurs de conseil du jusqu'au boutisme révolutionnaire, mais des militants attachés à soutenir l'action des peuples indochinois, sous les formes et sur les objectifs qu'ils se sont donnés. C'est dans cette perspective que nous entendons associer étroitement la lutte pour le Vietnam aux autres luttes contre l'impérialisme et le capitalisme en France, en

même temps que nous dénoncerons la complicité du gouvernement français en exigeant la rupture avec les cliques de Pnom Penh et de Saïgon.

Les formes d'organisation pourront être différentes selon les cas. Des comités de base pourront se former lorsqu'ils correspondent à une nécessité locale. Ailleurs, ce seront les organisations et les groupes eux-mêmes qui agiront ensemble sous l'égide et dans le cadre du Front. Les formes définitives d'organisation restent à préciser mais l'essentiel est de relancer rapidement la mobilisation des courants révolutionnaires sur l'Indochine et d'assurer une action permanente dans ce domaine.

Le F.S.I. lance un appel pour faire du mois de mai 71 un mois de solidarité avec l'Indochine en multipliant les initiatives : meetings, manifestations, expositions, projections, actions ponctuelles dans les entreprises américaines ou françaises, travaillant pour la machine de guerre au Vietnam (Esso-Standard et Bull-Honeywell par exemple). Le P.S.U. doit être un élément actif de cette campagne. Nos fédérations et sections doivent rechercher partout, en union avec les autres participants du F.S.I., les moyens d'étendre la solidarité avec le peuple indochinois.

Dans le cadre de ce mois d'action, le F.S.I. a décidé qu'il appellerait à participer aussi aux initiatives du Mouvement de la Paix et des « 40 organisations ». Dès lors que le courant révolutionnaire est en mesure de s'affirmer d'une façon autonome et de développer ses propres initiatives, il est en effet possible et nécessaire, comme nous l'avions précisé à notre conseil national de Rouen, de pratiquer une politique de front uni.

L'extension de la guerre en Indochine, les victoires politiques et militaires remportées par les peuples indochinois sur l'agresseur américain, le magnifique développement des manifestations contre la guerre aux Etats-Unis nous créent de nouveaux devoirs. Il faut isoler le gouvernement Nixon et ses complices. Il faut soutenir plus que jamais les combattants indochinois et le peuple américain. La mobilisation de tout le parti est nécessaire pour que le F.S.I. remplisse son rôle et que nous fassions ensemble de 1971 l'année d'une nouvelle étape dans la solidarité du peuple français aux combattants d'Indochine, avant-garde de la lutte contre l'impérialisme dans le monde entier. □